

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

1. Intitulé du projet

Procédure concernée (élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)	Territoire concerné
Révision allégée de PLU	VIRIAT (01) Secteur du Grand Tanvol

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Monsieur Bernard PERRET - Maire de Viriat
Courriel	cloubeau@viriat.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Viriat
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population) Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	6 250 habitants (données de 2014)
Superficie du territoire	4 527 hectares Le projet d'extension concerne environ 8,4 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe : la délibération engageant la procédure

La présente procédure est la révision allégée du PLU n°3 ayant pour objet :

- D'étendre la zone Uxa, ce qui aura pour effet de réduire la zone agricole sur 4,5 ha sur le site existant de Tanvol.

La révision du PLU est rendue nécessaire pour répondre aux besoins d'expansion de la scierie LBSA, située Chemin de Tanvol, qui connaît actuellement un fort développement économique. Considérant la demande de LBSA qui a entrepris une réflexion sur le devenir de son entreprise afin de sécuriser son activité et le chiffre d'affaires et considérant que l'entreprise LBSA a fait le choix de construire une deuxième unité de sciage sur le site existant à Tanvol, une évolution du PLU doit intervenir pour permettre l'extension du site de l'entreprise.

Annexe I : délibération de prescription de la révision allégée du PLU de Viriat

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

La procédure de révision est rendue nécessaire afin de déclasser des terrains localisés en zone agricole de manière à les classer en zone Uxa. Ce déclassement de terrains situés en zone agricole se fera en continuité immédiate de la zone Uxa où se situe actuellement l'entreprise LBSA et en compatibilité avec le SCoT Bourg-Bresse-Revermont.

Les adaptations envisagées affectant une zone agricole du document d'urbanisme **sans** pour autant **remettre en cause le PADD**, la procédure à laquelle il est fait recours est celle de la révision allégée avec examen conjoint.

Cette révision allégée sera doublée d'une procédure de modification du PLU, prévoyant notamment la mise en place d'une OAP, permettant d'encadrer les possibilités de construire sur le site LBSA dans le respect des enjeux environnementaux, agricoles et résidentiels du secteur de Tanvol.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;

- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

Le projet d'extension provoque une modification du zonage avec le déclassement de :

- 4.5 ha de zone A vers zone Uxa (procédure de révision allégée) ;

En outre, la modification du PLU menée en parallèle prévoit le déclassement de :

- 1.03 ha de zone Uh vers zone Uxa (procédure de modification) ;
- 3.3 ha de zone 2AUx vers Uxa (procédure de modification).

Soit un reclassement total d'environ 8,4 ha en zone Uxa.

Annexe II : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Avis de la CDPENAF, de la Chambre d'agriculture, de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, et le cas échéant, le centre national de la propriété forestière.

Le projet fera l'objet d'un examen conjoint dans le cadre de cette révision allégée et de la procédure de modification du PLU.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...	
- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Oui – ScoT Bourg-Bresse-Revermont Le SCOT a été révisé et approuvé en mars 2017. Il prend en compte les dispositions de la loi Grenelle 2
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône Méditerranée Corse

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?
Non

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Sans objet.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<p>Le projet d'extension provoquera une modification du zonage avec le déclassement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4.5 ha de zone A vers zone Uxa (procédure de révision allégée) ; - 1.03 ha de zone Uh vers zone Uxa (procédure de modification) ; - 3.3 ha de zone 2AUx vers Uxa (procédure de modification). <p>Soit un reclassement total d'environ 8,4 ha en zone Uxa.</p>
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Sans objet.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui/non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Le projet d'extension concerne environ 8,4 ha du territoire.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?	Sans objet.

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation *(sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...)*.

Le projet d'extension concerne des secteurs agricoles, Uh et 2AUx.

Les secteurs actuellement en Uh sont :

- Un parking totalement artificialisé entouré de secteurs de haies plantées (Lauriers notamment)
- Un secteur de parc planté notamment de Chêne pédonculé et de Chêne des marais

Le secteur actuellement en 2 AUx est composé majoritairement d'une zone de stockage de bois sans enjeux écologiques. Un alignement de gros chênes se situe en bordure avec les parcelles en Uxa.

Le secteur actuellement en zone agricole ne présente pas d'enjeux écologiques majeurs. Il s'agit principalement d'une pâture et d'un secteur déjà artificialisé (parc à moutons). Bordant la voie ferrée, un fossé et une mare devront être préservés.

Malgré une consommation d'espaces d'environ 8,4 ha, ce projet ne devrait pas avoir d'incidences significatives sur les milieux naturels compte tenu du fait qu'il ne se situe pas dans une zone à enjeux particuliers. Deux zones tampons sont prévues pour limiter l'impact du projet : l'une en bordure du fossé pour assurer sa protection, le second à proximité des habitations (bureaux et parkings) devrait permettre de préserver les habitants de nuisances éventuelles, notamment sonores. La préservation de ce secteur pourra être favorable à la faune également (oiseaux des parcs et jardins notamment).

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	Néant.
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	Néant.
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		Non	Néant.
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?	Oui		La commune est concernée par 4 ZNIEFF de type 1 : <ul style="list-style-type: none"> - « Bois de Grands Champs » - « Etang du But » - « Etang du Saule » - « Etang des Gonnets » Et une ZNIEFF de type 2 : <ul style="list-style-type: none"> - « Vallées du Sevron, du Solnan et massifs boisés alentours » ⇒ Le projet d'extension est situé à proximité mais en dehors du périmètre de la ZNIEFF de type 2
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	Néant
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?	Oui		Le SRCE Rhône Alpes a identifié plusieurs réservoirs de biodiversité sur la commune (ZNIEFF de type 1) ainsi que des espaces perméables, notamment liés aux cours d'eau. ⇒ Le projet d'extension de la scierie est situé en dehors de ces zones.

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<p>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</p> <p>Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?</p>	Oui		<p>Plusieurs zones humides ont été recensées sur la commune dans le cadre de l'inventaire départementale des zones humides de l'Ain.</p> <p>Un passage de terrain sur le site n'a pas révélé la présence de zone humide (hormis le fossé et la mare en bordure de voie ferrée qui est incluse dans la zone tampon du projet). En bordure nord d'un des bassins, quelques joncs sont présents. Ils se développent toutefois sur un sol artificialisée (remblais).</p> <p>⇒ Le projet est situé à proximité de deux zones humides liées au cours d'eau du Jugnon et à la forêt Terrier. Toutefois, le projet d'extension de la scierie n'impacte pas ces milieux. Par ailleurs, le projet prévoit une zone tampon de protection du fossé et de la mare située à proximité immédiate du site.</p>

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),		Non	Néant.
Site classé ou projet de site classé ?		Non	Néant.
Site inscrit ?		Non	Néant.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Néant.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		Non	Néant.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Néant.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Néant.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		Viriat dépend du Syndicat Intercommunal des Eaux « Veyle Reyssouze Vieux-Jonc » qui regroupe 22 communes. Ce syndicat dispose de deux champs captants (St Rémy et Vial), d'un surpresseur et de réservoirs (6 châteaux d'eau et u réservoir enterré). En 2016, les deux champs captants disposent encore de possibilités importantes de production, puisque le champ captant de St-Rémy est mobilisé à 70 % et celui de Vial à 43,5 %. Par ailleurs, les besoins en eau supplémentaires liés au projet d'extension de la scierie sont faibles.
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Néant.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	Néant.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		Le secteur ne fait pour l'instant l'objet d'aucun assainissement collectif. La commune de Viriat prévoit la mise en place d'une station d'épuration (STEP – dossier en cours) de type filtres plantés de macrophytes à 2 étages dimensionnée pour 240 équivalents-habitants. Les effluents traités en sortie de la STEP seront rejetés vers un fossé existant en limite Nord de la parcelle d'étude qui rejoint le Jugnon (affluent de la Reyssouze), à environ 120m à l'Ouest. Cette nouvelle STEP n'est pas en rapport avec le projet d'agrandissement de la scierie, mais elle permettra de traiter les effluents de

			celle-ci (seulement des effluents domestiques) : raccordement du lieu-dit « Grand Tanvol » en 2017/2018. Le projet d'agrandissement de LBSA entrainera une augmentation minime des besoins en assainissement, seulement quelques EH, l'incidence quantitative et qualitative sur le milieu récepteur est donc faible.
--	--	--	--

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>)		Non	La commune est concernée par deux sites BASOL mais aucun à proximité de la zone concernée par le projet d'extension de la scierie.
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>)		Non	Néant.

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?		Non	Néant.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		<p>La commune est concernée par trois types de risques naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le risque d'inondation lié à la Reyssouze et au Jugnon, couvert par le PRRi de la Reyssouze - le risque d'aléa retrait gonflement des argiles avec des aléas faibles et moyens - le risque sismique avec des aléas faibles à modérés. <p>La commune est également concernée par le risque industriel avec 9 ICPE sur son territoire.</p> <p>⇒ Le projet n'est pas concerné par des risques naturels majeurs. Par ailleurs, la scierie concernée par le projet d'extension est classée ICPE.</p>
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	Oui		<p>La commune est concerné par le PPRI « Reyssouze ».</p> <p>⇒ Le zonage réglementaire du PPRI indique une zone d'interdiction à proximité du projet liée au cours d'eau du Jugnon. Toutefois, le projet d'extension de la scierie n'est pas concerné.</p>
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	Oui		<p>La commune est concernée par des nuisances sonores associées aux principaux axes routiers et au trafic ferroviaire.</p> <p>⇒ Les nuisances sonores éventuelles associées à l'activité de scierie ne devraient pas être accentuées par le projet d'extension, le nouveau bâtiment étant situé en retrait des zones d'habitat. Le projet prévoit également la réalisation d'une zone tampon (bureaux et parkings).</p>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		Des nuisances sonores sont recensées sur le territoire communal. Elles sont provoquées par les nombreux axes routiers qui traversent la commune, ainsi que la voie ferrée. Sur le secteur concerné par le

			<p>projet sont classés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le tronçon ferroviaire 5228, en catégorie 1 (300m de part et d'autre de la voie) - l'A40, en catégorie 2 (250m de part et d'autre des voies) - L'E62, en catégorie 1 (300m de part et d'autre des voies) <p>⇒ Le projet est situé à proximité d'infrastructures routières et ferroviaire classées. Toutefois, compte tenu de la nature du projet (extension de scierie), cette proximité demeure sans impacts.</p>
--	--	--	---

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	Néant.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	Néant.
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	Néant.

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Sans objet.

6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, C ^U) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, C ^U) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	